

## Marque CE sur produits non sujets au marquage CE

Maitre Maurizio Iorio

1

Un de mes clients a récemment reçu une sanction administrative d'un montant de 20.000 euros, émise au nom de la Norme DBT (loi italienne d'exécution de la Directive Basse Tension) « **...pour avoir mis en commerce des fiches et prises de courant à usage domestique pourvues d'un idéogramme reconduisant au marquage CE de manière à porter à confusion les tiers sur le sens du symbole** ».

Je rappelle immédiatement que cette sanction **est illégitime** (pour les raisons que nous exposerons) et a été portée en appel. Je voudrais cependant cueillir cette occasion pour examiner brièvement ce qu'établit la législation en vigueur, qu'il s'agisse de celle européenne ou de l'italienne, dans le cas où la marque CE est improprement reportée sur un produit qui ne rentre pas dans la directive de référence liée.

### ➤ Le marquage CE

Il est utile rappeler qu'en vertu de la législation communautaire de « *Nouvelle Approche* » et d'« *Approche Globale* », suite aux **Résolutions du Conseil du 07 mai 1987** et du **21 décembre 1989** et à la **Décision du 21 décembre 1990** (« *Nouvelle Approche Modulaire* ») qui fut suivie par la **Décision 93/465/CE** et enfin à la **Décision n°768/2008/CE** du Parlement Européen et du Conseil « *relative au cadre commun pour la commercialisation des produits* », les appareils électriques comme d'autres catégories de produits, doivent répondre à de précis « **critères essentiels** », établis par un règlement communautaire dont nous parlerons par la suite (pour la plupart, il s'agit de directives).

Ces critères (par exemple, dans le cas des appareils de télécommunication : sécurité des usagers, des réseaux de communication, des données sensibles, protection des fraudes, accès aux services d'urgence et autres) sont dans la majorité des cas « incorporés » par les normes techniques harmonisées à échelle européenne (« normes NE ») avec la conséquence que la conformité aux normes NE, quand celles-ci subsistent et ont été appliquées, atteste la conformité à ces mêmes critères essentiels.

En particulier, il est demandé avant tout au Producteur qui souhaite mettre en commerce des appareils électriques ou électroniques de s'assurer par avance, selon une série de différentes procédures ou « modules », la conformité des appareils à ces critères et de l'attester au travers des opérations suivantes : (a) en reproduisant sur l'appareil (dans certains cas sur l'emballage ou sur la documentation d'accompagnement) le marquage

CE, (b) en rédigeant une déclaration spéciale de conformité à présenter aux autorités qui la demandent et, (c) en prédisposant un document de fabrication à tenir à la disposition des autorités.

➤ **Le Règlement UE 765/2008 : une interdiction pas encore sanctionnée**

L'interdiction d'apposer le marquage CE sur les produits qui ne sont pas sujets au règlement lié, a pour la première fois été prévu par le **Règlement CE 765/2008 du 9 juillet 2008**, à l'article 30 paragraphe 2 : « 2. *Le marquage CE...est apposé uniquement sur des produits pour lesquels son apposition est prévue spécifiquement par la législation communautaire d'harmonisation, à l'exclusion de tout autre produit.* »

Cependant, le Règlement ne prévoit (et ne pourrait) aucune sanction et à ce jour il manque une loi italienne d'ajustement qui la prévoit. De plus, le motif adopté par l'autorité compétente pour justifier la sanction imposée dans le cas reporté ci-dessus ne fait AUCUNE référence à ce Règlement.

➤ **L'Autorité Italienne Garante de la Concurrence et du Marché (AGCM) : publicité mensongère**

Indépendamment du Règlement CE 765/2008, dans au moins un cas l'AGCM a délibéré que l'apposition du marquage CE sur un produit non sujet à ce marquage – en recherchant dans le cas concret les circonstances - une forme de publicité mensongère, qui est interdite. Celle-ci est la conclusion à laquelle est arrivée l'Autorité avec la Mesure n°15580 du 31 mai 2006.

➤ **La loi italienne d'actuation du règlement sur la basse tension (L.791/1977) : interdiction de marquage anormaux ou irréguliers sur les seuls produits sujets à la directive DBT**

Venons-en maintenant concrètement à la directive évoquée (à tort) par l'autorité compétente pour imposer la sanction opposée dans le cas cité ci-dessus (=prises électriques domestiques marquées CE).

Comme je l'ai évoqué, la contestation contenue dans la mesure disciplinaire a été motivé sur la base de l'article 7 paragraphe 2 de la Loi 791 du 18 octobre 1977 qui récite comme suivant « ***Il est interdit d'apposer sur les matériels électriques tout autre marquage qui puisse porter à confusion les tiers...*** » ; la norme disciplinaire suivante, art. 9 par. 5, prévoit que « ***...le fabricant, son représentant...qui introduisent sur le commerce...le matériel électrique dont à l'article 1...avec le marquage CE apposé***

***irrégulièrement ou en violation de l'obligation de l'article 7 paragraphe 2, ...sont punis... ».***

Sauf que, l'article 1 cité établit que « ***Les dispositions de la présente loi s'appliquent au matériel électrique destiné à être utilisé à une tension nominale comprise entre 50 et 100 Volt en courant alternatif, et entre 75 et 1500 Volt en courant continu...avec les exceptions suivantes : ... e) prises et fiches de courant à usage domestique*** ».

Il en résulte qu'aussi bien l'article 7 paragraphe 2, que l'article 9 §5 de la Loi 791/77 ne sont pas applicables dans le cas présent, étant donné que les fiches n'entrent pas explicitement dans le cadre de « matériel électrique », tel que défini par l'article 1.

**En réalité, l'interdiction contenue à l'article 7 paragraphe 2 se réfère à la bien différente et distincte, récurrente hypothèse d'apposition sur les produits sujets à marquage CE de marquages CE non conformes de par leurs formes ou dimensions, ou d'autres marquages qui peuvent être confondus par le marquage CE nécessaire ;** quelques exemples de marquage non conformes, que la norme de loi citée veut justement interdire et sanctionner, sont reportés à la page 21 du « *Guide des Procédures douanières* », édition 2009, publié par la Direction des Enquêtes et Contrôles de l'Agence des Douanes (vous pouvez le consulter en ligne à l'adresse WEB suivante : <http://www.cnsd.it/wp-content/uploads/Agenzia-Dogane-Manuale-Procedurale-Controlli-Doganali-Sicurezza-Prodotti-Dicembre-2009.pdf>).

Un exemple de marquage illicitement apposé sur les produits sujets à marquage CE est l'utilisation de la part de certains producteurs chinois du familier marquage « *CE-China Export* » sur lequel vous pourrez trouver de nombreuses informations aux adresses internet suivantes que je vous invite à visiter pour plus d'approfondissement.

<http://www.consted.com/doc/marcaturaCE.asp>

<http://www.marcaturace.net/gli-aspetti-tecnici-del-marchio-della-marcatura-ce/marchio-ce-conformita-europea-o-china-export>

Les observations suivantes, en plus de la teneur littérale de la directive citée plus haut, supportent notre exception :

**1) Non-rétroactivité des normes disciplinaires administratives :**

Comme je le rappelais plus haut, l'interdiction d'apposer le marquage CE sur des produits qui ne sont pas sujets à la directive concernée a été prévue pour la première fois par le **Règlement CE n°765/2008 du 9 juillet 2008**. Cependant, aussi bien l'article 7 paragraphe 2 que l'article 9 paragraphe 5 de la Loi 18.10.1977 n°791 **sont précédents au règlement 765/2008 cité**. A ce point, il vaut la peine de rappeler que les lois qui prévoient des sanctions administratives, de la même manière que celles qui contiennent des sanctions pénales, s'appliquent uniquement dans les cas et pour les temps considérés par celles-ci (interdiction d'interprétation analogique des normes disciplinaires administratives), avec la conséquence qu'à aucun moment les articles 7 paragraphe 2 et le paragraphe 5 de la Loi 791/77 pourraient être interprétés analogiquement pour sanctionner des comportements interdits par une disposition – entre autre communautaire – successive.

**2) Coexistence d'une pluralité de lois sectorielles distinctes sur les divers matériels et produits électriques, chacune desquelles doit donc nécessairement se référer aux seuls produits de compétence :**

La directive 2006/95/CE en matière de basse tension, mise en œuvre en Italie par la Loi 791/77 et amendements successifs, **est seulement une des différentes directives européennes qui disciplinent les produits, matériels et composants électriques et électroniques** : pensez, uniquement pour faire quelques exemples, à la Directive 2004/108/CE en thème de compatibilité électromagnétique (CEM) mise en œuvre en Italie par le **Décret Législatif 6.11.2007 n°194**, à la Directive 1999/5/CE en thème d'appareils radio et terminaux de télécommunication (RTTE), mise en œuvre en Italie par le **Décret Législatif 9.05.2001 n°269** ; à la Directive 93/42/CEE (Electro-médical) mise en œuvre en Italie par le **Décret Législatif 24.02.1997 n°46** (mise à jour avec le DL 25.01.2010 n°37), à la Directive 72/245/CE modifiée par la D.2009/19/CE, sur les composants et sur les appareils électriques à installer sur les véhicules, mise en œuvre en Italie par **Décret Ministériel 01.09.2009 n°41672**.

Donc : si vraiment les articles 5 et 7 de la L 791/77, contrairement à ce qui émerge de la lettre de la loi, de réfèrent également aux produits exclus du champ d'application de celle-ci (champ d'application défini à l'art. 1), lesdites dispositions iraient nécessairement se superposer et contredire les dispositions analogues déjà contenues dans les autres normes rappelées ci-dessus. En effet, pour faire un exemple, le **Décret Législatif 6.11.2007 n°194** (CEM), qui s'applique ex art. 3 paragraphe 1, aussi bien aux produits finis qu'aux composants et matériels électriques, contient déjà à l'article 10 paragraphe 3

une « disposition photocopie » de celle examinée dans le secteur DBT, (Art. 1 paragraphe 3 : « Il est interdit d'apposer sur les appareils et sur les relatifs emballages et instructions pour l'emploi des signes qui puissent induire en erreur les tiers en relation à la signification ou à la forme graphique du marquage CE ») ; la même chose vaut pour le **Décret Législatif 09.05.2001 n°269** (RTTE) à l'analogie article 10 paragraphe 3 (« 3. *Quiconque appose des marques qui peuvent se confondre avec le marquage, c'est-à-dire qui en limitent la visibilité et la lisibilité, est sujet à la sanction administrative du paiement d'une somme de 1.032 euros à 6.197 euros* »), ainsi que par le **Décret Législatif 24.02.1997 n°46** (Electro-médical), à l'article 16 paragraphe 3 (« 3. *Il est interdit d'apposer des marques ou inscriptions qui peuvent induire les tiers en erreur quant à la signification ou au graphisme du marquage de conformité CE* »). Gardez à l'esprit que ceux-ci sont seulement des exemples étant donné que, comme nous l'avons dit, il existe une multitude de directives applicables aux matériels électriques.

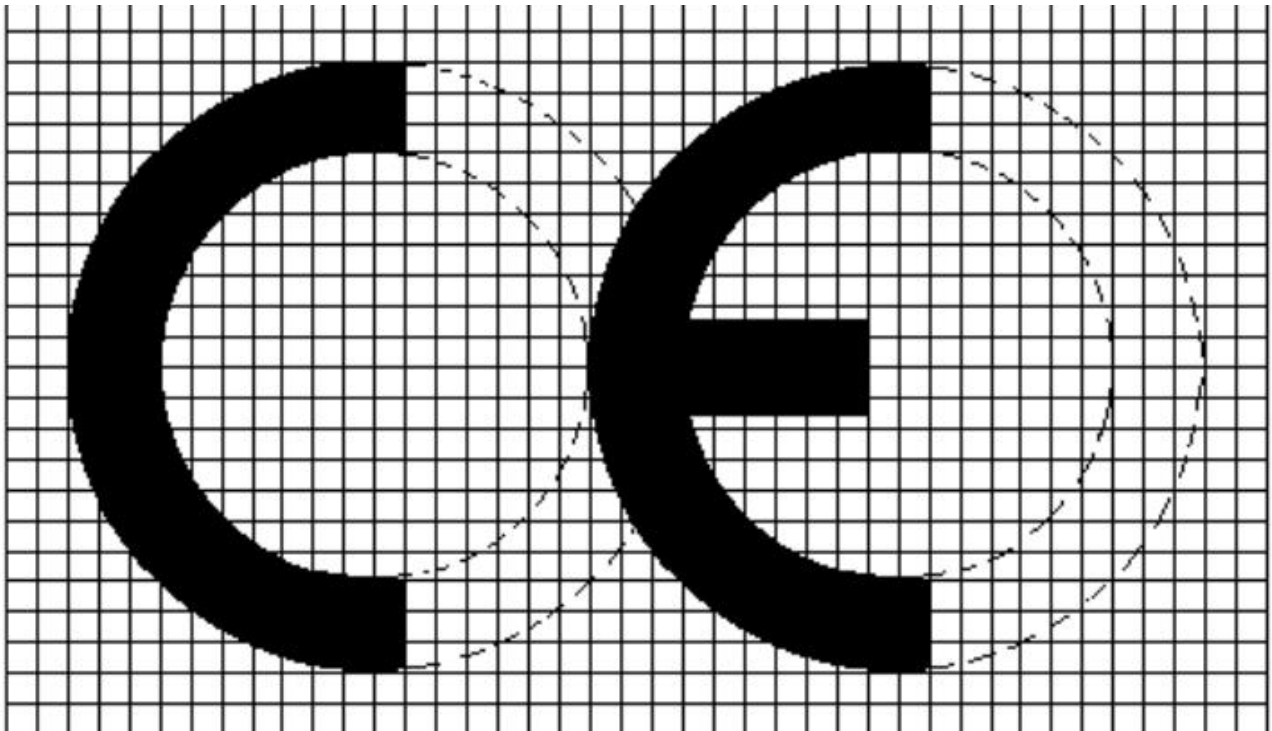
**En conclusion :**

- **Il est interdit d'apposer le marquage CE sur des produits non sujets à marquage CE, mais aucune sanction administrative spécifique n'est prévue.**
- **L'apposition du marquage CE sur les produits non sujets au marquage CE pourrait représenter une forme de publicité mensongère, celle-ci interdite et punie par la loi.**
- **Il est interdit et sanctionné d'apposer à mauvais escient le marquage CE ou d'apposer un marquage CE non-conforme sur les produits sujets au marquage CE.**

**Maître Maurizio Iorio**

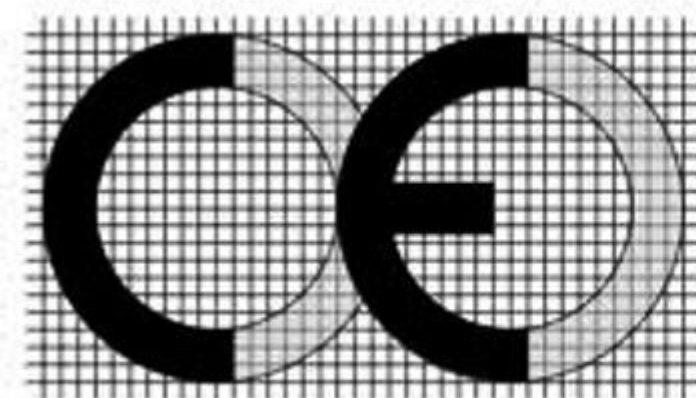
### Figure 1. Marquage CE

Le marquage CE est obtenu à partir de deux cercles (voir la figure reportée ci-dessous) ; en particulier, l'espace entre la lettre C et la lettre E doit être égale au moins à la moitié de la largeur de la lettre C. De plus, la dimension minimale du marquage CE doit être d'au moins 5 mm x 5 mm.



### Figure 2. Marquage « China Export »

Celle-ci est la reproduction comparée du marquage CE et du marquage China Export : veuillez noter les différences :



European conformance CE mark



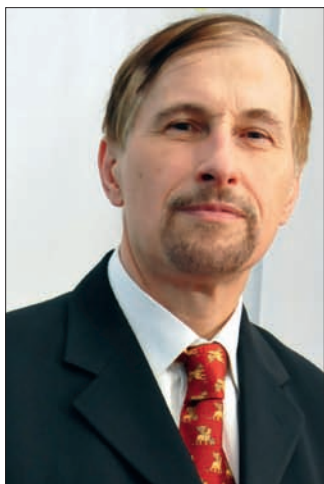
"China Export" CE symbol

Figure 3. Exemples de marquage CE non conforme par forme et dimension :



# LA SIGLA CE SUI PRODOTTI NON SOGGETTI A MARCHIATURA

**PER SPIEGARE LE CONDIZIONI IN CUI IL MARCHIO CE DEBBA ESSERE APPOSTO SUI PRODOTTI DELL'ELETTRONICA DI CONSUMO ED ELETTRICI, SI PARTE DA UN FATTO CONCRETO REALMENTE ACCADUTO E CI SI ADDENTRA NELLA NORMATIVA EUROPEA E ITALIANA COSÌ DA INDIVIDUARE I VARI CASI PREVISTI. NON MANCA L'INDISPENSABILE VADEMECUM PER RICONOSCERE I MARCHI CE CORRETTI DA QUELLI CONTRAFFATTI O IRREGOLARI.**



## MAURIZIO IORIO

Dalla partnership tra Marketplace e ANDEC prende vita a questa rubrica, curata dall'Avvocato Maurizio Iorio, nel suo duplice ruolo di Avvocato Professionista in Milano e di Presidente di ANDEC. Su ogni numero affronteremo tematiche legali con particolare riguardo al mondo dell'elettronica. Ulteriori approfondimenti sul sito: [www.andec.it](http://www.andec.it). Mentre sulla Web page di Maurizio Iorio ([www.avvocatoiorio.it](http://www.avvocatoiorio.it)) si trova la rubrica tradotta anche in inglese e francese.

**U**n mio cliente si è visto recentemente notificare una sanzione amministrativa di 20.000 euro, emessa ai sensi della normativa LVD ( legge italiana di attuazione della direttiva sulla bassa tensione ) "... per avere posto in commercio spine e prese di corrente per uso domestico provviste di un simbolo grafico riconducente alla marcatura CE tale da trarre in inganno i terzi sul significato del simbolo messo in commercio spine elettriche munite di marchio CE". Dirò subito che la sanzione è illegittima (per i motivi che si andranno a illustrare) ed è stata impugnata. Vorrei tuttavia cogliere questa occasione per esaminare brevemente cosa stabilisce la legislazione vigente, sia quella UE sia quella italiana, per il caso in cui il marchio CE venga indebitamente riportato su un prodotto che non rientra nella correlativa normativa di riferimento.

**LA MARCATURA CE**

Può essere utile ricordare che ai sensi della legislazione comunitaria di "Nuovo Approccio" e di "Nuovo approccio Globale" di cui, rispettivamente, alle Risoluzioni del Consiglio del 7.05.1985 e del 21.12.1989 e di cui alla Decisione 21.12.1990 ("Nuovo approccio Modulare"), a cui ha fatto seguito la Decisione 93/465/CEE e, da ultimo, la Decisione n. 768/2008/CE del Parlamento Europeo e del Consiglio "relativa ad un quadro comune per la commercializzazione dei prodotti", gli apparecchi elettrici, al pari di altre categorie di prodotti, devono rispondere a determinati "requisiti essenziali" settoriali, stabiliti da un'articolata normativa comunitaria

di cui si dirà oltre (essenzialmente direttive). Tali requisiti (ad esempio, nel caso degli apparecchi di telecomunicazione: sicurezza degli utenti, delle reti di comunicazione, della privacy, protezione da frodi, accesso a servizi di emergenza e altri) sono nella maggioranza dei casi "incorporati" in norme tecniche armonizzate a livello europeo ("norme EN") con la conseguenza che la conformità alle norme EN, quando queste sussistono e sono state applicate, attesta la conformità ai requisiti essenziali stessi. In particolare, è richiesto anzitutto al produttore che intenda immettere in commercio apparecchi elettrici o elettronici di accertare preventivamente, secondo una pluralità

**“Gli apparecchi elettrici devono rispondere a determinati requisiti essenziali settoriali, stabiliti da un'articolata normativa comunitaria”.**



**“La marcatura CE (...) è apposta solo su prodotti per i quali il suo utilizzo è previsto dalla specifica normativa comunitaria di armonizzazione e non è prevista su altri prodotti”.**

di diverse procedure o “moduli”, la conformità degli apparecchi a tali requisiti e di attestarla anche tramite le eseguenti operazioni:  
 (a) riproducendo sull'apparecchio (in taluni casi sull'imballaggio e sulla documentazione di accompagnamento) il marchio CE,  
 (b) redigendo un'apposita dichiarazione di conformità da esibire alle autorità che la richiedano, e  
 (c) predisponendo un documento di fabbricazione da tenere a disposizione delle autorità.

**IL REGOLAMENTO UE 765/2008: UN DIVIETO NON ANCORA SANZIONATO**

Il divieto di apporre il marchio CE su prodotti che non sono soggetti alla correlativa normativa è stato per la prima volta previsto dal Regolamento CE n. 765/2008 del 9/07/2008, all'articolo 30 comma 2: “2. La marcatura CE (...) è apposta solo su prodotti per i quali la sua apposizione è prevista dalla specifica normativa comunitaria di armonizzazione e non è apposta su altri prodotti”. Tuttavia, il Regolamento non prevede (né potrebbe) alcuna sanzione e manca tuttora una legge italiana di adeguamento che la preveda. Peraltro, la motivazione addotta dall' autorità

competente a giustificazione della sanzione irrogata nel caso sopra riportato non fa alcun riferimento a questo Regolamento.

**L' AUTORITÀ ITALIANA GARANTE DELLA CONCORRENZA E DEL MERCATO (AGCM): PUBBLICITÀ INGANNEVOLE**

Indipendentemente dal Regolamento CE n. 765/2008, almeno in un caso l'AGCM ha ritenuto che l' apposizione del marchio CE su un prodotto non soggetto a marcatura configuri – ricorrendone nel caso concreto le circostanze – una forma di pubblicità ingannevole, come tale (si badi, solo come tale) vietata. Questa è la conclusione alla quale l'Autorità è infatti pervenuta col Provvedimento n. 15580 in data 31/05/2006.

**SEQUESTRATI**

La cronaca è piena di notizie riguardanti il sequestro di prodotti elettrici ed elettronici con marchio CE contraffatto. Il fenomeno non si limita alla consumer electronics ma arriva perfino ai generi alimentari, ai vestiti e ai pezzi di ricambio per auto.

**LA LEGGE ITALIANA DI ATTUAZIONE DELLA DIRETTIVA SULLA BASSA TENSIONE (L. 791/1977): DIVIETO DI MARCHI ANOMALI O IRREGOLARI SUI SOLI PRODOTTI SOGGETTI ALLA NORMATIVA LVD**  
 Veniamo ora alla normativa nel concreto (erroneamente) invocata dall'autorità competente per irrogare la sanzione opposta nel caso sopra indicato (ovvero relativo a spine elettriche

domestiche marchiate CE). Come accennavo, la contestazione contenuta nel provvedimento sanzionatorio viene motivata sulla base dell'art. 7 comma 2 della Legge 18/10/1977 n. 791 che recita come segue: “È vietato apporre sui materiali elettrici ogni altro marchio che possa trarre in inganno i terzi (...)”; la successiva norma sanzionatoria, art. 9 comma 5, prevede che “(...) il fabbricante, il suo rappresentante (...) che



## **“È vietato apporre il marchio CE su prodotti non soggetti a marchiatura CE, ma non è prevista una specifica sanzione amministrativa. L'apposizione del marchio CE su prodotti non soggetti a marchiatura CE potrebbe configurare una forma di pubblicità ingannevole”.**

pongono in commercio (...) il materiale elettrico di cui all'articolo 1 (...) con il marchio CE posto irregolarmente o in violazione dell'obbligo di cui all'articolo 7, comma 2, (...) sono puniti (...). Sennonché, il richiamato articolo 1 stabilisce che “le disposizioni della presente legge si applicano al materiale elettrico destinato ad essere utilizzato a una tensione nominale compresa tra 50 e 1.000 Volt in corrente alternata e fra 75 e 1.500 Volt in corrente continua (...) con le seguenti eccezioni: (...) e) prese e spine di corrente per uso domestico”. Ne consegue che sia l'articolo 7 comma 2 sia l'articolo 9 comma 5 comma della L. 791/77 non sono applicabili al caso di specie, non rientrando esplicitamente le spine nel “materiale elettrico” come definito al richiamato articolo 1.

In realtà, il divieto contenuto all'art. 7 comma 2 si riferisce alla ben diversa e distinta, ricorrente ipotesi di apposizione sui prodotti soggetti a marchiatura CE di marchi CE non conformi per forma o dimensioni o di altri marchi che si possano confondere con il necessario marchio CE; alcuni esempi di marchio non conforme, che la normativa di legge citata vuole appunto

vietare e sanzionare, sono riportati alla pagina 21 del “Manuale Procedurale per i Controlli Doganali”, ed. 2009, edito dalla Direzione Accertamenti e Controlli dell'Agenzia delle Dogane (si può consultare al seguente indirizzo Web: <http://www.cnsd.it/wp-content/uploads/Agenzia-Dogane-Manuale-Procedurale-Controlli-Doganali-Sicurezza-Prodotti-Dicembre-2009.pdf>). Esempi di marchio illecitamente apposto su prodotti soggetti a marchiatura CE sono l'uso da parte di taluni produttori cinesi del famigerato marchio “CE - China Export” su cui si possono trovare numerose informazioni ai seguenti indirizzi Internet a cui rimando il lettore che voglia approfondire l'argomento :

<http://www.consted.com/doc/marcaturaCE.asp>

<http://www.marcaturace.net/gli-aspetti-tecnici-del-marchio-della-marcatura-ce/marchio-ce-conformita-europea-o-china-export>

Supportano la nostra eccezione, oltre al tenore letterale della normativa dianzi indicata, le seguenti osservazioni:

1) Irretroattività delle norme sanzionatorie amministrative:

come illustravo poco sopra il divieto di apporre il marchio CE su prodotti che non sono soggetti alla correlativa normativa è stato per la prima volta previsto dal Regolamento CE n. 765/2008 del 9/07/2008. Invece, sia l'articolo 7 comma 2 sia l'articolo 9 comma 5 comma della Legge 18/10/1977 n. 791 sono ben precedenti al regolamento 765/2008 dianzi citato. A questo punto vale la pena di ricordare che le leggi che prevedono sanzioni amministrative, al pari di quelle che contengono sanzioni penali, si applicano soltanto nei casi e per i tempi in esse considerati (divieto di interpretazione analogica delle norme sanzionatorie amministrative), con la conseguenza che mai gli articoli 7 comma 2 e 9 comma 5 della L. 791/77 potrebbero essere interpretati analogicamente per sanzionare comportamenti vietati solo da una disposizione - tra l'altro comunitaria - successiva.

2) Coesistenza di una pluralità di leggi settoriali distinte sui diversi materiali e prodotti elettrici, ognuna delle quali deve pertanto necessariamente riferirsi ai soli prodotti di competenza: la direttiva 2006/95/CE in materia di bassa tensione,


attuata in Italia dalla Legge 791/77 e successivi emendamenti, è solo una delle diverse direttive europee che disciplinano prodotti, materiali e componenti elettrici ed elettronici: si pensi, solo per fare alcuni esempi, alla Direttiva 2004/108/CE in tema di compatibilità elettromagnetica (EMC) attuata in Italia dal Decreto Legislativo 6/11/2007 n. 194, alla Direttiva 1999/5/CE in tema di apparecchiature radio e terminali di telecomunicazioni (RTTE), attuata in Italia col Decreto Legislativo 9/05/2001 n. 269; alla Direttiva 93/42/CEE (Elettromedicali) attuata in Italia con il Decreto Legislativo 24/02/1997 n. 46 (aggiornata con Dlgs 25/01/2010 n. 37), alla Direttiva 72/245/CE come modificata, da ultimo, dalla D.2009/19/CE sui componenti e sugli apparecchi elettrici da installare sui veicoli, attuata in Italia con Decreto Ministeriale 01/09/2009 n. 41672.

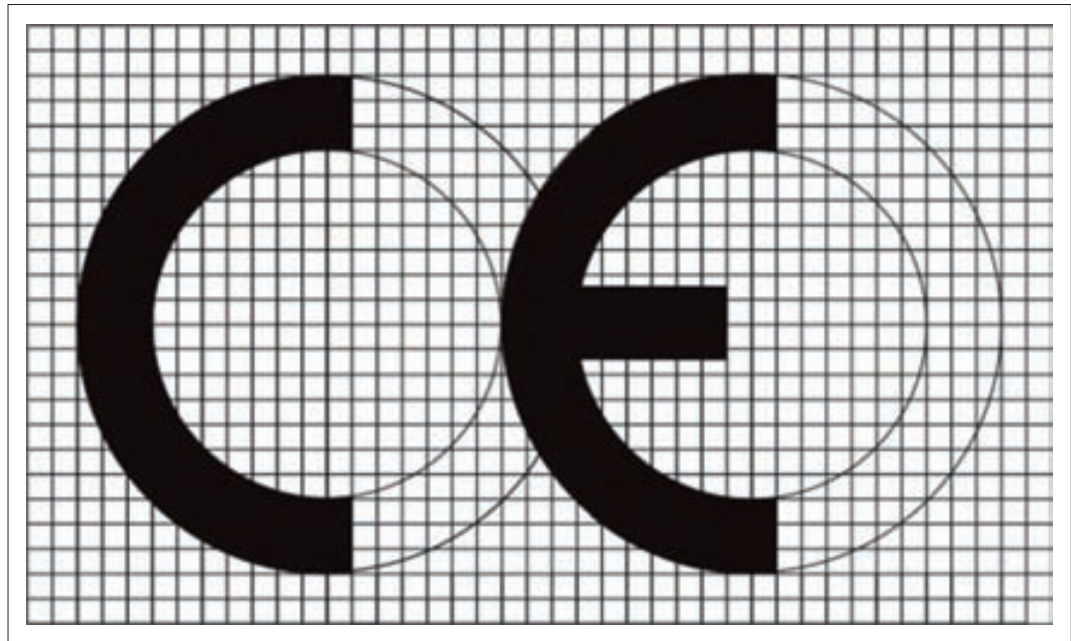
Orbene: se davvero gli articoli 5 e 7 della L. 791/77, al contrario di quanto emerge dalla lettera della legge, si riferissero anche ai prodotti esclusi dall'ambito della stessa (ambito definito all'art. 1), le suddette disposizioni andrebbero necessariamente a sovrapporsi ed a confliggere con le analoghe disposizioni già contenute nelle altre normative sopra ricordate. Infatti, giusto per fare un esempio, il Decreto Legislativo 6/11/2007 n. 194 (EMC), che si applica ex art. 3, comma 1, sia a prodotti finiti sia a componenti e materiali elettrici, contiene già all'articolo 10 comma 3

una “disposizione fotocopia” di quella esaminata in campo LVD ( art. 10 comma 3: “È vietato apporre sugli apparecchi e sui relativi imballaggi e istruzioni per l’uso segni che possano indurre in errore i terzi in relazione al significato o alla forma grafica della marcatura CE”).

Lo stesso vale per il Decreto Legislativo 9/05/2001 n. 269 (RTTE) all’analogo articolo 10 comma 3 (“3. Chiunque appone marchi che possono confondersi con la marcatura ovvero ne limitano la visibilità e la leggibilità, è assoggettato alla sanzione amministrativa del pagamento di una somma da Euro 1.032 a Euro 6.197”), nonché per il Decreto Legislativo 24/02/1997 n. 46 (Elettromedicali), all’articolo 16 comma 3 (“3. È vietato apporre marchi o iscrizioni che possono indurre terzi in errore riguardo al significato o alla grafica della marcatura di conformità CE”). Si badi che questi sono solo esempi, dato che, come si è detto, ci sono molteplici altre direttive applicabili ai materiali elettrici.

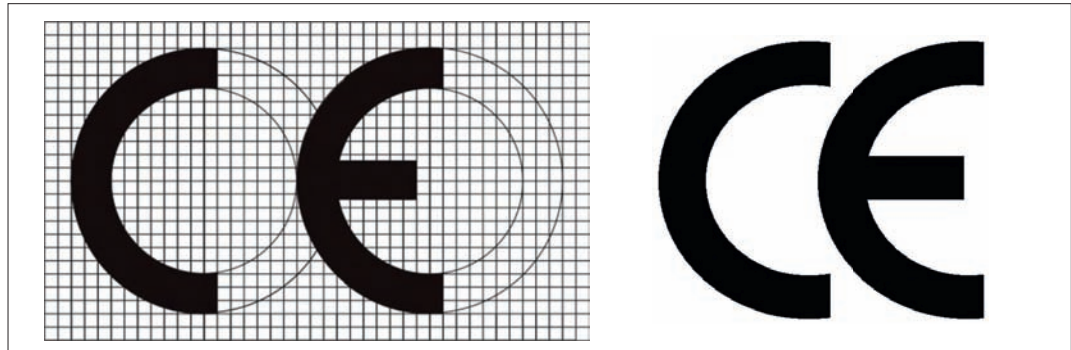
**IN CONCLUSIONE:**

È vietato apporre il marchio CE su prodotti non soggetti a marchiatura CE, ma non è prevista una specifica sanzione amministrativa. L’utilizzo del marchio CE su prodotti non soggetti a marchiatura CE potrebbe configurare una forma di pubblicità ingannevole, in quanto tale vietata e sanzionata dalla legge. È altresì vietato e sanzionato apporre indebitamente il marchio CE o un marchio CE non conforme sui prodotti soggetti a marchiatura CE. 



**FIGURA 1**

Il marchio CE è ricavato da due cerchi come illustrato nella figura sopra riportata; in particolare, lo spazio tra la lettera C e la lettera E deve essere uguale almeno alla metà della larghezza della lettera C. Inoltre, la dimensione minima della marcatura CE deve essere almeno di 5 mm x 5 mm.

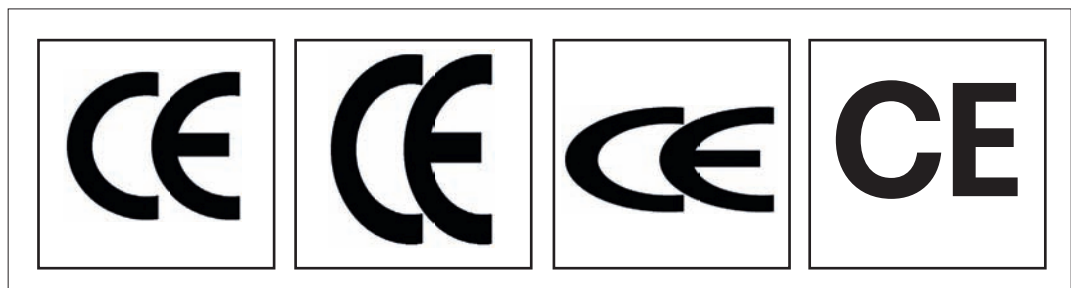


**MARCHIO CE**

**MARCHIO “CHINA EXPORT”**

**FIGURA 2**

Questa è la riproduzione comparata dal marchio CE e del marchio China Export: si notino le differenze.



**FIGURA 3**

Esempi di marchi CE non conformi per sagoma e dimensioni.